

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Hassan Rahali, *Président du Conseil* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Échevin(e)s* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouhéb Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Cloë Machuelle, Marie De Leener, *Conseillers communaux* ;
Nathalie Vandeput, *Secrétaire f.f.*

Excusés

Catherine Moureaux, *Bourgmestre* ;
Oumar Diallo, *Échevin(e)* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Asma Boutaarourt, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.06.25

#Objet : Taxes communales - Taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires non adressés - Exercices 2025 à 2030 inclus - Renouvellement et modification. #

Séance publique**Finances****LE CONSEIL,**

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;
Vu les articles 117, 118 et 252 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
Revu le règlement de la taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires, établi par décision du Conseil communal du 18 décembre 2019 pour les exercices 2020 à 2025 inclus ;
Considérant qu'il appartient à l'autorité communale, dans le cadre de son autonomie fiscale et sous le contrôle de l'autorité de tutelle, de déterminer les éléments constitutifs des impôts qu'elle établit, soit les bases, l'assiette et le taux des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins auxquels elle estime devoir pourvoir, sous la réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ;
Considérant que la distribution gratuite d'imprimés publicitaires dits "toutes boîtes" à l'ensemble des habitants d'une commune qui n'en sont pas demandeurs, est de nature à davantage générer des déchets de papiers; que ces imprimés dits "toutes boîtes" à vocation commerciale et publicitaire appartiennent à une catégorie objectivement différente des autres imprimés à vocation d'information ; que cette pratique excessive nuit à la distribution du courrier adressé nominativement et à la propreté des voies publiques ; qu'elle impose donc un surcoût pour la commune, en matière de nettoyage des voiries ;
Considérant que lorsque les imprimés publicitaires sont emballés dans du plastique, ce plastique d'emballage constitue un déchet supplémentaire susceptible de se retrouver dans l'espace public et nécessite un tri spécifique en tant que déchet; que le maintien de la propreté publique représente un coût élevé pour les autorités publiques et que ce coût important est supporté par l'ensemble de la collectivité et ce, au détriment d'autres dépenses d'intérêt public;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la commune, pour les exercices 2025 à 2030 inclus, une taxe perçue trimestriellement sur la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial, ainsi que de catalogues, de dépliants et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés ne sont pas adressés nominativement.

Article 2

- Par « trimestre », il faut entendre : la période du 01-01 au 31-03, du 01-04 au 30-06, du 01-07 au 30-09 et du 01-10 au 31-12.
- Par « cartes et feuilles publicitaires », il faut entendre : les pièces qui sont composées d'une feuille (deux faces imprimées ou non au plus).
- Par « catalogues, dépliants ou journaux publicitaires », il faut entendre : la réunion quel que soit le procédé utilisé (agrafe, collage, insertion ou autres...), d'au moins deux feuilles ou cartes publicitaires.

Article 3

Est visée par les présentes dispositions, la distribution gratuite dans le chef des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés nominativement, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Article 4

Par « textes rédactionnels », il faut entendre :

- Les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
- Les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux ;
- Les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales ;
- Les informations sur les cultes reconnus, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels ;
- Les petites annonces non commerciales émanant de particuliers, les annonces notariales et les offres d'emploi ;
- La propagande électorale.

Sont considérés comme « textes publicitaires à caractère commercial », les articles :

- dans lesquels il est fait mention, soit implicitement, soit explicitement, de firmes ou de produits déterminés ;
- qui, sous forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames commerciales ;
- qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

Article 5

Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires visé à l'article 3 du présent règlement-taxe sera calculé en fonction de la surface totale d'occupation desdits textes dans l'imprimé publicitaire, en tenant compte également de leurs annexes éventuelles, tels que dessins, gravures ou photographies.

Article 6

La taxe est due par l'éditeur des imprimés visés par les présentes dispositions.

Le distributeur des imprimés soumis à imposition est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Si l'éditeur ou le distributeur ne sont pas connus, la personne physique ou morale pour laquelle l'imprimé est distribué, est responsable du paiement de la taxe.

Article 7

a) Carte ou feuille publicitaire :

- Superficie plus petite que le format A4 : 0,02 EUR par exemplaire distribué.
Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de 30,00 EUR.
- Superficie égale ou plus grande que le format A4 : 0,04 EUR par exemplaire distribué.
Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de 40,00 EUR.

b) Catalogue, dépliant, journal publicitaire : 0,11 EUR par exemplaire distribué.

Chaque distribution donnera lieu à une perception minimale de 50,00 EUR.

Le taux de la taxe est doublé lorsque les imprimés publicitaires sont emballés dans du plastique.

Article 8

Le contribuable est tenu de faire une déclaration spontanée à la Commune au plus tard 10 jours calendrier avant chaque distribution, indiquant tous les renseignements nécessaires à la taxation, en ce compris la date de la distribution et le nombre d'exemplaires distribués.

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la

taxe.

Le nombre d'imprimés publicitaires non adressés nominativement pris en compte pour l'établissement de la taxation d'office correspondra au nombre de boîtes aux lettres sur le territoire de la Commune.

En début de chaque exercice d'imposition, l'administration communale demandera aux services de Bpost d'établir le nombre de boîtes aux lettres sur le territoire de la Commune.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à 10% du droit initialement dû. Le montant de cette majoration est enrôlé simultanément et conjointement avec la taxe enrôlée d'office.

Article 10

La taxe est perçue par voie de rôle. Le rôle de la taxe sera arrêté et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Échevins. Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 11

A défaut de paiement de la taxe sans le délai, un intérêt au taux prévu en matière d'impôt directs est dû, cet intérêt étant calculé par mois civil à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'échéance.

Article 12

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toutes autres dispositions régionales relatives à la fiscalité locale.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

En cas de réclamation, le réclamant ne devra pas justifier du paiement de l'imposition. Toutefois, l'introduction d'une réclamation ne suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

Article 14

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : nom, prénom, adresse, numéro national ou numéro d'entreprise, adresse postale, adresse courriel, numéro de téléphone ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 10 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : déclaration transmise par le demandeur/redevable ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 15

Ce règlement remplace, à partir de l'exercice 2025, le règlement de la taxe sur la distribution d'imprimés publicitaires établi par décision du Conseil communal du 18 décembre 2019.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

36 votants : 25 votes positifs, 11 votes négatifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Secrétaire f.f.,
(s) Nathalie Vandeput

Le Président du Conseil,
(s) Hassan Rahali

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 23 juin 2025

Secrétaire f.f.,



Nathalie Vandeput

Le Bourgmestre f.f.,



Amet Gjanaj

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Hassan Rahali, *Voorzitter van de Raad* ;
Dirk De Block, Amet Gjanaj, Josiane Dostie, Abdelkarim Haouari, Saliha Raiss, Mohammed El Bouzidi, Mohammed Kalandar, *Schepenen* ;
Ahmed El Khannouss, Jamel Azaoum, Olivier Mahy, Maria Gloria Garcia-Fernandez, Luc Vancauwenberge, Yassine Akki, Khalil Boufraquech, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Didier-Charles Van Merris, Hamza Zibouh, Harmony Deknudt, Rachid Mahdaoui, Ibrahima Bah, Wafa Chelh, Hilde Sagon, Mohamed El Hamouti, Ali Syed, Maria Vindevoghel, Khalid El Jaidi El Qazouy, Mohamad Chehade, Nouh  b Belghith, Matteo Kopriva, Valérie Loseke Nembalemba, Clo   Machuelle, Marie De Leener, *Gemeenteraadsleden* ;
Nathalie Vandepuut, *Wvd. Secretaris*.

Verontschuldigd

Catherine Moureaux, *Burgemeester* ;
Oumar Diallo, *Schepen* ;
Hassan Ouassari, Michaël Vossaert, Mohamed Adahchour, Hakim Aissati, Mohamed Arabi, Nouhaila El Akrouch, Asma Boutaourout, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 18.06.25

#Onderwerp : Gemeentebelastingen - Belasting op de distributie van de publicitaire drukwerken - Dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen - Vernieuwing en Wijzing. #

Openbare zitting**Financiën**

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170    4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117, 118 en 252 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen als gewijzigd ;

Gelet op de verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming) van kracht op 25 mei 2018;

Herzien het belastingsreglement op de distributie van de publicitaire drukwerken, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 18 december 2019 voor de dienstjaren 2020 tot 2025 inbegrepen;

Overwegende dat het de gemeentelijke overheid toekomt, in het kader van haar fiscale autonomie en onder controle van de toezichthoudende overheid, om de onderscheidende elementen te bepalen van de belastingen die ze vestigt, hetzij de basis, de grondslag en het tarief van de belastingen die ze als noodzakelijk oordeelt ten opzichte van de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, onder het voorbehoud opgelegd door de Grondwet, te weten de bevoegdheid van de wetgever om aan de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen;

Overwegende dat de gratis verdeling van de publicitaire drukwerken, de zogenaamde "alle brievenbussen" aan alle bewoners van een gemeente die geen vragende partij zijn, meer papierafval veroorzaakt; dat deze zogenaamde drukwerken in "alle brievenbussen" met commerciële en publicitaire doeleinden tot een objectief verschillende categorie behoren dan de andere drukwerken met informatieve doeleinden; dat deze buitensporige praktijk bovendien schade toebrengt aan de verspreiding van de geadresseerde post en aan de netheid van de openbare wegen; dat dit aldus tot een bijkomende kost leidt wat betreft het schoonmaken van de gemeentewegen;

Overwegende dat wanneer reclaimedrukwerk in plastic wordt gewikkeld vormt deze plastic verpakking bijkomend afval dat in de openbare ruimte terecht kan komen en als specifiek afval moet worden gesorteerd ; Dat de handhaving van de openbare netheid hoge kosten voor de overheid met zich meebrengt en dat deze kosten door de gemeenschap worden gedragen ten koste van andere uitgaven in het algemeen belang;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente, voor de dienstjaren 2025 tot 2030 inbegrepen, een driemaandelijks ingevorderde belasting op de verspreiding aan huis van publiciteitsbladen en -kaarten met commercieel karakter, alsook catalogi, vouwbladen en kranten die publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer deze drukwerken niet op naam geadresseerd zijn.

Artikel 2

- Onder "driemaandelijks" wordt verstaan: de periode van 01-01 tot 31-03, van 01-04 tot 30-06, van 01-07 tot 30-09 en van 01-10 tot 31-12.
- Onder "publiciteitsbladen en -kaarten" wordt verstaan: stukken die bestaan uit één blad (twee al dan niet bedrukte bladzijden).
- Onder "catalogi, vouwbladen of publiciteitskranten" wordt verstaan: de samenvoeging van minstens twee publicitaire bladen of kaarten, ongeacht de gebruikte methode (nietjes, lijmen, invoegen of andere, ...).

Artikel 3

Volgende bepalingen treffen het gratis verspreiden van niet op naam geadresseerde reclamedrukwerken ten huize van de bestemming, die toegankelijk zijn voor alle adverteerders of uitgaande van één enkele handelaar of van een groep van handelaars en minder dan 40% niet -publicitaire redactionele teksten bevatten.

Artikel 4

Onder "redactionele teksten" dient men te verstaan:

- Teksten die door journalisten uit hoofde van hun beroep zijn geschreven, voor zover er, hetzij expliciet, hetzij impliciet, geen firma of bepaalde producten in worden vermeld;
- Teksten die, ten overstaan van de bevolking van de gemeente een sociale rol vervullen en algemene inlichtingen zonder commerciële bedoelingen verstrekken of ook officiële informatie van openbaar nut in verband met de orde of het welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, mutualiteiten, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegkundigen, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke en allerlei nationale en internationale informatie;
- Algemene, regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische berichtgeving, alsook literair en wetenschappelijk nieuws en inlichtingen zonder commerciële bedoelingen;
- De inlichtingen over erkende erediensten, de aankondigingen van activiteiten, zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdhuizen en culturele centra;
- Meldingen over erediensten, aankondigingen van allerlei activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten en activiteiten van jeugdhuizen en culturele centra; De kleine niet commerciële aankondigingen van particulieren en notariële aankondigingen, betrekkingaanbiedingen;
- Verkiezingspropaganda.

Worden als "commerciële publicitaire teksten" beschouwd, de artikelen:

- waarin impliciet of expliciet bepaalde bedrijven of producten worden vermeld;
- die op een directe of verdoken manier de lezer verwijzen naar commerciële reclame;
- die op een algemene wijze ernaar streven firma's producten of diensten bekend te maken of aan te bevelen en dit teneinde tot een commerciële transactie over te gaan.

Artikel 5

Het percentage van 40 % niet publicitaire redactionele teksten vermeld in artikel 3 van huidig reglement wordt berekend in functie van de totale oppervlakte van de bezetting van de genoemde teksten in het reclamedrukwerk, rekening houdende met hun eventuele bijlagen, zoals tekeningen, gravuren of foto's.

Artikel 6

De belasting is verschuldigd door de uitgevers van de drukwerken, die onder deze bepalingen vallen.

De verdeler van de belastbare drukwerken is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Indien de uitgever of de distributeur niet bekend is, is de natuurlijke of rechtspersoon waarvoor het drukwerk wordt verspreid, verantwoordelijk voor de betaling van de belasting.

Artikel 7

De belastingvoeten worden als volgt vastgesteld :

- a) Publiciteitskaart of -blad:
 - Oppervlakte kleiner dan formaat A4: 0,02 EUR per verdeeld exemplaar.
Iedere verdeling zal aanleiding geven tot een minimale heffing van 30,00 EUR.
 - Oppervlakte gelijk of groter dan formaat A4: 0,04 EUR per verdeeld exemplaar.
Iedere verdeling zal aanleiding geven tot een minimale heffing van 40,00 EUR.
- b) Publicitaire catalogus, vouwblad of krant: 0,11 EUR per verdeeld exemplaar.
Iedere verdeling zal aanleiding geven tot een minimale heffing van 50,00 EUR.

Het tarief van de belasting wordt verdubbeld wanneer het verspreide reclamedrukwerk in plastic is gewikkeld.

Artikel 8

De belastingplichtige dient ten laatste tien kalenderdagen vóór elke uitdeling een spontane aangifte bij het Gemeentebestuur in te

dienen, met vermelding van alle noodzakelijke inlichtingen voor de belastingheffing, met inbegrip van de datum van de uitdeling en het aantal uitgedeelde exemplaren.

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangiften te vergemakkelijken, in het bijzonder door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem daartoe zouden worden gevraagd.

Artikel 9

Indien de aangifte niet binnen de voorziene termijn gebeurt, of indien de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig ingevuld is, wordt de belasting ambtshalve ten kohier gebracht.

Het aantal publicitaire drukwerken die niet op naam geadresseerd zijn dat in aanmerking genomen wordt voor de vestiging van de ambtshalve belasting zal overeenkomen met het aantal brievenbussen op het grondgebied van de Gemeente.

In het begin van ieder aanslagjaar, zal het gemeentebestuur aan de diensten van de Bpost vragen het aantal brievenbussen op het grondgebied van de Gemeente vast te stellen.

De ambtshalve ten kohier gebrachte belastingen worden vermeerderd met een bedrag gelijk aan 10% van het initieel verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze vermeerdering wordt samen en gezamenlijk met de ambtshalve ingekohierde belasting ingekohierd.

Artikel 10

De belasting wordt ingevorderd via kohieren. Het belastingkohier wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 11

Bij gebrek aan de betaling van de belasting binnen de termijn, is er een intrest verschuldigd tegen de voorziene intrestvoet inzake de directe belastingen, deze intrest wordt berekend per kalendermaand vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de vervaldatum.

Artikel 12

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het college van burgemeester en schepenen, dat optreedt als administratieve overheid. Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van rekenplichtige ten laste van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

In geval van bezwaar, moet de bezwaarindienaar niet bewijzen dat hij de belasting betaald heeft. Het indienen van een bezwaar schorst de invorderbaarheid van de belasting en van de intresten wegens laattijdige betaling niet.

Artikel 14

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: naam, voornaam, adres, Rijksregisternummer of Bedrijfsnummer, postale adres, mailadres, telefoonnummer ;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 10 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: door aanvrager/belastingplichtige ingediende aangifte;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 15

Huidig reglement vervangt, vanaf het dienstjaar 2025, het belastingsreglement op de distributie van publicitaire drukwerken, gevestigd door beslissing van de Gemeenteraad van 18 december 2019.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

36 stemmers : 25 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

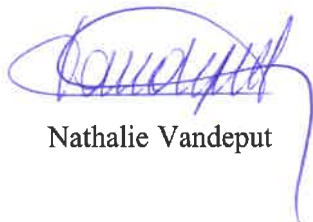
ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

Wnd. Secretaris,
(g) Nathalie Vandeput

De Voorzitter van de Raad,
(g) Hassan Rahali

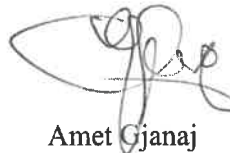
VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 23 juni 2025

Wnd.Secretaris,



Nathalie Vandeput

De Wnd. Burgemeester,



Amet Gjanaj